

MÉDÉA

Le collège des inspecteurs installé

A l'occasion de sa visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Médéa, M^{me} Nouria Benghebrit a procédé hier dans la grande salle de conférences de l'APW, à l'installation du collège inspectoral de l'Education de la wilaya, un dispositif humain fait d'inspecteurs pédagogiques, administratifs et financiers.

Cette instance ainsi nommée doit veiller à «la bonne santé du secteur» au niveau local en recourant à la concertation dans la prise de décisions. Une lourde tâche qui appelle à beaucoup de savoir-faire, de prévoyance, de subtilité, de compétences, d'esprit d'analyse et surtout de pédagogie.

Dans son allocution, la première responsable de l'éducation n'a pas dissimulé l'importance qu'elle accorde à cette nouvelle «académie» ainsi formée, convaincue que le rôle de l'inspecteur quelque soit sa spécialité est la régulation, l'harmonisation à travers la concertation. Intentionnellement, nous avons fait de ce corps une «population cible».

L'inspecteur doit être la «tête bien pensante» qui devrait trouver les solutions adéquates dans les délais, a précisé la ministre, soulignant que le facteur temps est très important lorsqu'il s'agit de mettre un terme à des situations-problèmes.

Elle a également dévoilé son cheval de bataille qui est un enjeu à gagner quelque soit le prix et qui consiste à faire de l'acte pédagogique une pratique de qualité en mettant en œuvre des dispositifs de formation appropriés et adaptés et en préconisant la remédiation pédagogique et autres mécanismes de régula-



Photo : DR

tion. D'un autre côté, Benghebrit a signalé que son département travaille d'arrache-pied pour la promotion de la formation qui est et restera l'outil incontestable et incontesté pour améliorer et revaloriser les pratiques de classe et là encore, elle a évoqué le rôle primordial de l'inspecteur en mettant ce dernier au cœur de l'acte pédagogique.

Ayant pris connaissance de la situation du secteur de l'éducation du Titteri à

travers un compte rendu détaillé qui lui a été fait par M^r Ahmed Laâlaoui, directeur de l'éducation, M^{me} Nouria Benghebrit a reconnu les efforts consentis par les responsables du secteur de l'éducation quant à la dynamisation et à l'amélioration de ce dernier.

Nous avons noté dans ce sens que 132 792 élèves ont bénéficié de la gratuité des livres scolaires, que 18 124 enfants sont inscrits au cours préparatoi-

re avec une hausse de 900 élèves par rapport à l'année dernière. Du côté sanitaire, 33 UDS sont érigées à travers le territoire de la wilaya et prennent en charge l'hygiène scolaire avec 157 encadreurs. Médéa se distingue aussi par la numérisation très avancée de son secteur éducatif. Cependant, M^{me} Benghebrit a déploré le taux de redoublement estimé à 8,57% dans le primaire et à 23% pour le moyen et le secondaire.

La violence en milieu scolaire est un volet qui a été ouvert par la responsable du secteur qui a émis le vœu de voir ce comportement disparaître et banni de nos écoles.

Répondant à une question posée entre autres, la ministre a déclaré que les aboutissements aux problèmes de l'éducation ne sous-entendent pas toujours des solutions d'ordre matériel c'est-à-dire financier sans en faire abstraction évidemment. Mais les réponses se trouvent souvent dans la disponibilité des responsables à écouter pour pouvoir remédier en recourant à la réorganisation.

Le secteur de l'éducation est un secteur d'éthique par excellence, il met naturellement la dimension symbolique en avant.

«La reconnaissance sociale et celle morale ne s'achètent pas», ce fut le mot de la fin de la ministre de l'Education.

M. L.

BOUIRA

Des agents d'une société de gardiennage dénoncent

Des dizaines d'agents d'une société de gardiennage, chargée de la protection des étrangers travaillant pour le compte de la société algéro-égyptienne dans la wilaya de Bouira, ont protesté hier contre leurs conditions de travail.

D'après une requête qui nous a été remise sur les lieux de la protestation, au niveau du siège social de la société algéro-égyptienne, sise au quartier Ecotec, les agents protestataires citent, entre autres points de discord, le salaire mensuel perçu qui ne dépasse pas les 16 400 dinars, le non-paiement des primes de risque, notamment celle du port d'arme et ce, depuis deux ans, les

primes de soutien pour l'achat des produits de nettoyage, de port de la tenue réglementaire et de transport qui sont inexistantes, la déclaration du conjoint à la Sécurité sociale qui n'a jamais été faite, les augmentations induites par l'amendement de l'article 87-bis qui n'ont jamais été prises en compte, etc.

Outre ces points évoqués, les agents protestataires par-

lent également d'un cumul de deux mois de salaires impayés à ce jour.

Cela étant, hier lors de notre déplacement vers le siège de la direction principale de la société algéro-égyptienne sise au quartier Ecotec où les agents protestataires se sont rassemblés, et tandis que l'inspecteur du travail était sur place pour écouter les doléances de ces agents à travers leurs représentants, d'autres agents nous montraient les conditions dans lesquelles ils exercent leur travail pour sécuriser les lieux avec les armes, dans un endroit infesté de rats

d'égoûts, de moustiques et autres bestioles sans que l'employeur daigne leur assurer le minimum de propreté et d'hygiène. Cela, outre le fait que selon eux, ni les tenues vestimentaires, ni les détergents et autres produits de nettoyage, ni même les stylos ne sont assurés par l'employeur. Le tout pour un salaire de misère de 16 400 dinars par mois et cela, si l'agent n'est pas arrivé en retard ou n'a pas essayé de rouspéter, car dans ce cas, le salaire sera automatiquement réduit de quelques milliers de dinars à la fin du mois.

Y. Y.

OUM EL BOUAGHI

400 transporteurs verbalisés

Selon une source de la Direction des transports de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, la commission de répression administrative de cette structure a pris des décisions de sanction pour plus de 700 contrevenants ayant failli à la réglementation.

Selon les mêmes sources, les infractions sont qualifiées de défaut de remise de tickets aux passagers, des surcharges, des transports sans agréments... Pour ces infractions, les sanctions prises vont de la suppression des lignes aux retraits momentanés des per-

mis d'exploitation allant jusqu'à trois mois. Selon nos sources, 677 infractions ont été enregistrées pour l'année en cours dont 119 pour le mois de janvier, 179 durant le mois de mars, 151 infractions en avril et 288 autres dépassements durant le mois de juillet.

La commission chargée du suivi de ces affaires composée de gendarmes, de la police, des représentants de la Direction des mines et de la Drag a tenu une série de réunions pour statuer sur ces infractions, 368 transporteurs de personnes ont été verbalisés, plus d'une centaine ont été destinataires d'avertissements et de suppressions de lignes.

200 dossiers traités par la commission ont fait l'objet d'un report dont un nombre important a été transféré vers d'autres wilayas pour incompétence et lesquels seront étudiés par les commissions mixtes de ces wilayas.

Nos sources ajoutent que la commission que dirige la Direction des transports se réunit périodiquement pour statuer sur des cas d'infractions dont se sont rendus coupables les transporteurs de personnes et de marchandises et qui auront fait l'objet de procès-verbaux dressés par les différents services de sécurité.

Moussa Chtatha

BLIDA

Un réseau spécialisé dans la commercialisation de l'ecstasy neutralisé

Les éléments de la brigade des stupés de la Sûreté de wilaya de Blida viennent de mettre hors état de nuire un réseau spécialisé dans la commercialisation de la drogue appelée ecstasy et la saisie de 250 comprimés de celle-ci.

Selon une source, les enquêteurs avaient, avant d'appréhender les dealers de ce réseau, localisé la source d'approvisionnement de cette drogue, laquelle était située aux alentours de la ville d'Annaba, à l'est du pays. La drogue était ensuite acheminée vers un atelier de mécanique situé à Blida où une clientèle un peu spéciale venait acheter l'ecstasy au prix de 6 000 dinars le comprimé.

Trois individus de ce réseau ont été arrêtés et placés sous mandat de dépôt par le procureur de la République du tribunal de Blida alors qu'un quatrième suspect demeure toujours en fuite.

A noter que l'ecstasy est une drogue qui détruit les fonctions cognitives du cerveau et met celui qui en consomme dans une dépendance absolue d'où son interdiction.

M. B.